

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES CHARGE DE L'INDUSTRIE

DIRECTION DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

NOTE DE CONJONCTURE- PREMIER TRIMESTRE 2022

L'évolution de l'**économie mondiale** pâtirait de la récente crise géopolitique qui s'est déclenchée entre la Russie et l'Ukraine et qui a exacerbé des tensions inflationnistes déjà amorcés avec le renchérissement du coût de la logistique depuis la fin de l'année dernière. Ainsi, le FMI a révisé ses prévisions de croissance mondiale pour 2022 à la baisse par rapport aux estimations de janvier de 0,8 point de croissance à 3,6%.

Au niveau local, l'**activité portuaire** est ressortie en baisse aussi bien en tonne métrique qu'en nombre de conteneurs traités respectivement de 12% et 8% en glissement annuel. Bien qu'en variation trimestrielle, le fret ferroviaire et le fret routier soient en augmentation respectivement de 16% et 2%, sur base annuelle, le premier a reculé de 15% alors que le second est en stagnation. Le secteur de la **construction** affiche pour sa part, une reprise d'activité avec une augmentation de 45% par rapport au dernier trimestre de 2021 et de 19% en glissement annuel tiré principalement par les constructions privées.

L'**inflation** est ressortie à la hausse à +3,6% sur douze mois, tirée par les prix des produits alimentaires (+6,9%) notamment ceux en provenance de ces deux pays belligérants.

I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL : le début d'une lueur de récession

Au premier trimestre de 2022, le ralentissement de l'**économie mondiale** déjà observé au dernier trimestre de 2021 se confirme davantage et apparaît désormais comme une tendance qui pourrait se prolonger même jusqu'en 2023.

La rupture d'approvisionnement occasionnée par la crise géopolitique en Ukraine sur certaines matières premières (farine de blé, l'huile de tournesol ainsi que le pétrole) qui a accentué l'inflation, les dispositifs contraignants toujours en vigueur vis-à-vis d'Omicron, variant de la COVID 19 dans certaines grandes économies notamment la Chine ont induit une réduction de la demande globale. Ce qui prédispose l'économie mondiale à une phase de décélération de sa croissance avec une perte de 0,8% de croissance à 3,6% contre le 4,4% projeté au début de l'année 2022.

Après une fin d'année 2021 vigoureuse, l'activité **aux Etats-Unis** a enregistré une chute surprise de 1,4 % en rythme annualisé au premier trimestre 2022, selon le service statistique du département du Commerce. Cette diminution du PIB réel provient des baisses enregistrées sur l'investissement privé, des exportations, des dépenses du gouvernement fédéral et des dépenses des gouvernements des Etats. Par contre, les importations ont augmenté et la consommation des ménages a continué à bien se tenir, avec une hausse de 2,7 % en rythme annualisé, dopée désormais par les services (+4,3 %).

Dans la **zone Euro**, la croissance économique a ralenti à 0,2% au premier trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent, tandis que l'inflation restait à un niveau record en avril sur fond de pandémie et de guerre en Ukraine.

Le taux de croissance s'est cependant maintenu en forte hausse sur un an : +5% pour la zone euro, +5,2% pour l'UE, par rapport au premier trimestre 2021.

Dans les **pays Emergents**, la reprise a été plus lente que dans les pays développés à cause notamment d'un retard dans la vaccination, mais la croissance chinoise a bondi à 4,8% au premier trimestre de 2022 après 4% au trimestre précédent. L'économie de l'empire du milieu a résisté au recul malgré le confinement à Shanghai et dans d'autres régions.

En **Afrique** et surtout dans la région subsaharienne, les perspectives de croissance prometteuses en 2021 où le taux de croissance post COVID est passée de 3,7% à 4,5%, l'invasion de l'Ukraine par la Russie semble effacer ces progrès notamment en déclenchant une forte hausse des cours des produits de base, ce qui a entraîné la détérioration des soldes budgétaires et extérieurs des pays importateurs et ravivé les inquiétudes quant à la sécurité alimentaire dans la région. Par conséquent, l'activité économique devrait ralentir pour atteindre 3,8 % cette année et faire face à une variété de risques sans précédent.

Au niveau national, la conjoncture économique du 1^{er} trimestre 2022 se présente comme suit selon les données du secteur réel, des finances publiques et de la situation monétaire.

I. Secteur réel : l'activité portuaire en baisse aussi bien en Tonne Métrique et conteneur, le fret ferroviaire en contraction et l'inflation augmente.

Evolution des activités du secteur de Transport et de Commerce sur base annuelle											
Transport routier, aérien et ferroviaire			Transport maritime					Exportations		Mise à la consom. (Tonnes)	Réexport. (Tonnes)
Fret Routier	Passag. Aérien	Fret ferroviaire	Marchandises conteneurisées à l'entrée (MT)	Marchandises en vrac à l'entrée (MT)	Marchandises en vrac à la sortie (MT)	Hydrocarbures (MT)	Conteneurs traités (TEU)	Ethiopie	Djibouti		
-0,10%	+45%	-15,40%	-7,60%	-18,60%	-0,50%	-4,20%	-8%	-28%	+1389%	+30%	+48%
Autres secteurs et inflation											
Pêche	Elevage (export)	Product° d'eau	Product° énergie	BTP	Tourisme	Téléphonie mobile (GSM)	Abonnés internet	Inflation			
ND	-78%	ND	+15%	+19%	-4,60%	+7,6%	-31,70%	+3,6%			

a) Le secteur tertiaire

i. Le secteur portuaire : les activités portuaires affichent une contraction en tonnes métriques (-12%) et en nombre de conteneurs traités (TEU) de 8% en g.a.

Au premier trimestre 2022, le trafic portuaire s'est établi à 3,14 millions de tonnes métriques de marchandises traités contre 3,579 millions de tonnes métriques à la même période de l'année précédente soit une baisse de 12% en glissement annuel. Sur base trimestrielle, le niveau d'activité est aussi en recul de 13%. Cette situation est également observable pour les conteneurs traités qui a reculé de 8% en g.a à 158 300 conteneurs (teu) et 5% en variation trimestrielle.

Pour la **demande globale** (Djibouti et Ethiopie) hors transbordement, les volumes des marchandises traités en tonnes métriques à l'entrée par les ports sont en recul de 11% et 13% respectivement en variation annuelle et trimestrielle.

Les **marchandises conteneurisées** à l'entrée passent de 1,057 million de tonnes au premier trimestre 2021 à 0,977 million de tonnes au premier trimestre 2022 soit une régression de 7,5%. Cette situation est due à la contraction du trafic à destination de l'Ethiopie qui a diminué respectivement de 30% et 16% en variation trimestrielle et en glissement annuelle alors que celui destiné vers le marché local, a progressé de 40% et 75% sur les mêmes périodes.

Pour les **marchandises en vrac à l'entrée**, la contraction est de 19% à 1,081 million de tonnes contre 1,328 million de tonnes sur la même période de l'année dernière. Cette tendance baissière est liée à la diminution de 20% des marchandises destinées à l'Ethiopie alors que les marchandises djiboutiennes sont en augmentation de 2%.

Sur trois mois, le volume global de ces marchandises est en baisse de 15% suite aux contractions qu'ont connues les trafics à destination de deux marchés (-65% pour Djibouti et -5% pour l'Éthiopie).

Quant aux **hydrocarbures** importés, le volume total est ressorti en baisse de 4,2% en g.a à 1,051 million tonnes contre 1,097 million tonnes à la même période de 2021. En variation trimestrielle, ils sont cependant en légère augmentation de 1,9%.

Le niveau de ces marchandises dont 90% sont à destination de l'Éthiopie a triplé à partir de 2021 surtout en raison du conflit en Éthiopie. Toutefois, la hausse des cours du pétrole et l'arrêt de ce conflit pourraient amoindrir la demande de ce produit dans les prochains mois.

Le volume total des marchandises traitées à la sortie par les ports (**les exportations**) s'est légèrement contracté de 0,5% en g.a : les exportations djiboutiennes bondissent de +1389% face à des exportations éthiopiennes en baisse de 2%. En variation trimestrielle, les exportations se sont accrues de 59% grâce aux exportations djiboutiennes et éthiopiennes qui sont en augmentation respectivement de 474% et 23%.

Le trafic de **conteneurs** traités exprimés en EVP ou TEU a régressé pour le troisième trimestre consécutif à 158 300 conteneurs en comparaison aux 178 692 conteneurs enregistrés au second trimestre de 2021. Ainsi, ce trafic est en baisse de 8% en glissement annuel et 5% sur trois mois. Le renchérissement du coût de fret et la rupture qui pourrait s'accroître dans la chaîne d'approvisionnement continueraient de peser sur les performances de ce trafic.

Les activités de **transbordements** ont connu une reprise pour les marchandises en vrac qui se sont accrues de 93% et 160% respectivement sur 3 mois et 12 mois. Par contre, les marchandises conteneurisées à 6 167 tonnes sont en baisse de 53% et 92% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Ce déclin qui s'est amorcé depuis le deuxième trimestre 2021, s'est poursuivi jusqu'à ce début 2022, probablement en raison d'une concurrence des ports de la sous-région notamment le port de Berbera qui a débuté ses opérations au milieu de l'année dernière.

ii. Les activités de transport ferroviaire et routier en hausse sur 3 mois et en baisse en g.a

Le **fret ferroviaire** a enregistré 26 204 conteneurs en baisse de 15,4% en g.a. mais en hausse 16% par rapport au quatrième trimestre 2021. Le **fret routier** avec 100 817 mouvements de camions, est ressorti en quasi-stagnation (-0,1%) en g.a. mais en hausse de 2% en variation trimestrielle.

Les passagers hors et en transit au premier trimestre 2022 étaient de 72460 en augmentation de 10% et 45% respectivement en variation trimestrielle et annuelle. Cette progression du trafic aérien des passagers se poursuit depuis la réouverture de l'aéroport à partir du troisième trimestre 2020 suite à la pandémie de la covid19. L'opérationnalisation d'une nouvelle ligne aérienne directe entre Djibouti et le Caire contribuera au rehaussement de ce flux pour les prochains trimestres.

iii. Commerce extérieur en progression en volume

Au premier trimestre 2022, les importations **mises à la consommation** sont ressorties à 335 378 tonnes pour une valeur de 39 681 millions FDJ. Ce volume d'importations est à la hausse aussi bien sur une base annuelle (+30%) que trimestrielle (+6,5%). En valeur, elles sont cependant en baisse de 5% et 3% respectivement en g.a. et en variation trimestrielle. Ce phénomène contradictoire par rapport au contexte actuel marqué par une rupture de l'approvisionnement et une inflation galopante s'explique par une commande importante effectuée pour les produits qui n'ont pas été impactés par la hausse des prix.

Pour leur part, les **réexportations** se sont établies à 772 106 tonnes pour une valeur de 187 580 millions FDJ. Sur une année, ce trafic a augmenté significativement aussi bien en volume (+48%) qu'en valeur (43%). Par rapport au dernier trimestre 2021, elles sont en augmentation de 8% en volume et reculent de 5% en valeur.

iv. Autres secteurs : les télécommunications et le tourisme en progression

Pour le secteur des télécommunications, les abonnés de la téléphonie mobile (GSM) progressent de trimestre en trimestre tirés par les avantages offerts notamment dans les services de paiements mobile mais aussi le service de communication et internet. Au premier trimestre 2022, le nombre d'abonnés ont atteint 498 641 soit 9 302 abonnés de plus que le dernier trimestre 2021 et 35 300 abonnés par rapport au niveau d'il y a un an. Cette performance du GSM s'est réalisée au détriment des abonnés internet qui ont enregistré une baisse significative de 32% due à la diminution de 28% des abonnements internet haut débit ADSL.

En revanche, les activités du secteur du tourisme appréciées par les nuitées vendues ont enregistré une baisse de 4,6% en g.a et 5% en variation trimestrielle. Malgré un contexte économique plus contraignant lié à la crise géopolitique en Ukraine et la nouvelle variante de la COVID 19, cette baisse s'explique surtout par le facteur de saisonnalité avec moins des touristes en cette période de l'année par rapport aux mois d'été.

b) Secteur primaire : l'élevage ressort à la hausse sur 3 mois et en baisse sur 12 mois

Les bétails exportés se sont établis à 24 368 têtes contre 1200 au quatrième trimestre 2021 et 113 186 têtes à la même période de l'année dernière. Cela correspond à une hausse spectaculaire de 1 931% par rapport à fin 2021 et une baisse de 78% en glissement annuel.

c) Secteur secondaire : hausse du BTP et du secteur énergétique

Ce sont au total 230 permis de construire qui ont été délivrés sur les trois premiers mois de 2022, soit une augmentation de 19 % en g.a. et de 45 % par rapport au trimestre précédent. Ce sont les constructions privées notamment les permis pour la construction des habitations des ménages qui ont porté cette progression.

En matière énergétique, au premier trimestre 2022, la production a enregistré en g.a une hausse de 15% à 126 757 Mgw. Par contre, en variation trimestrielle, elle est ressortie en baisse de 19%. Notons que 94,4% de cette production sont importés de l'Ethiopie sous formes d'énergie propres. Pour la consommation, celle-ci s'est affichée à 107 184 Mgw en hausse de 7% en g.a et en baisse de 30% par rapport à fin 2021. Le nombre des abonnés ont pour leur part augmenté de 6% et 2% respectivement en g.a et en variation trimestrielle.

d) Inflation : hausse des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées

Au premier trimestre 2022, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,8% en variation trimestrielle et de 3,6% sur les douze derniers mois.

L'augmentation des prix des « produits alimentaires et des boissons non alcoolisées » de 6,9 % en g.a., de 4,3% en variation trimestrielle et de 3% en variation mensuelle a plus influé sur le niveau global des prix que les « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » et le rubrique de santé qui ont respectivement évolué de +2,8%, +0,1% et +1,2%, +0,2% en glissement annuel et sur trois mois.

Pour les produits alimentaires, ce sont surtout les prix de *tubercules et des plantains* (+20,1%, +21,6%), *les pâtes alimentaires* (+19,7%, +8,7%), *le lait* (+12,5%, +7,4%) et *les agrumes* (10,2%, +6,5%) qui ont le plus contribué au rehaussement du prix respectivement en glissement annuel et en variation trimestrielle.

L'inflation mensuelle de 3% des produits alimentaires est plutôt tirée par la hausse des prix constatée pour les *tubercules et plantains* (+15,1%), *les agrumes* (+10,8%), *Légumes frais en fruits ou racine* (+7,5%), *les poissons frais* (+3,6%) et *les pâtes alimentaires* de 3,2%. Ces hausses des prix sont en lien avec la guerre en Ukraine mais aussi avec le problème d'approvisionnement des légumes en provenance de l'Ethiopie observé au cours de la dernière semaine de mars 2022.

Enfin, les prix des « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » ont enregistré une hausse de +0,3% en variation trimestrielle et une baisse de -0,7% sur les douze derniers mois.

II. Les Finances Publiques

Les Recettes totales et Dons se sont établis à 28 694 millions FDJ en baisse de 6,5% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette tendance est tirée par la forte contraction des dons (-62%) alors que les recettes totales sont ressorties en quasi-stagnation (-0,4%) à 27 555 millions FDJ.

Les recettes non fiscales ont baissé de 12% mais les impôts directs et indirects se sont accrus respectivement de 14% et 1%, d'où une situation des recettes budgétaires qui affiche une très légère baisse de 122 millions FDJ par rapport à son niveau de la même période de l'année dernière.

Quant aux dépenses totales, celles-ci se sont contractées de 9% à 30 395 millions FDJ dû essentiellement à la baisse des dépenses d'investissements (-39%) et la suppression des dépenses liées au COVID (-100%). Par contre, les dépenses courantes ont augmenté de 4% à 27 098 millions FDJ en lien avec l'accroissement des intérêts au titre de la dette extérieure qui passe de 216 millions FDJ à fin mars 2021 à 5 912 millions FDJ au 31 mars 2022 en raison du début de paiement de service de la dette suspendu dans le cadre de l'ISSD.

Le solde budgétaire base ordonnancement affiche un déficit de 1 711 millions FDJ contre 2 765 millions FDJ à fin mars 2021, en amélioration de 38%.

Tableau récapitulatif de la situation des finances publiques (en millions FDJ et var. mars 2022/mars 2021)						
Recettes et dons (28 694 ; -6,5%)				Dépenses totales (30 395 ; -9,1%)		Déficit budgétaire (Base ord.)
Recettes budgétaires (27 555 ; -0,4%)			Dons	Courantes	Investissements	
Impôts directs	Impôts Indirects	Recettes non fiscales				
+14%	+1%	-12%	-62%	+4%	-39%	-38%

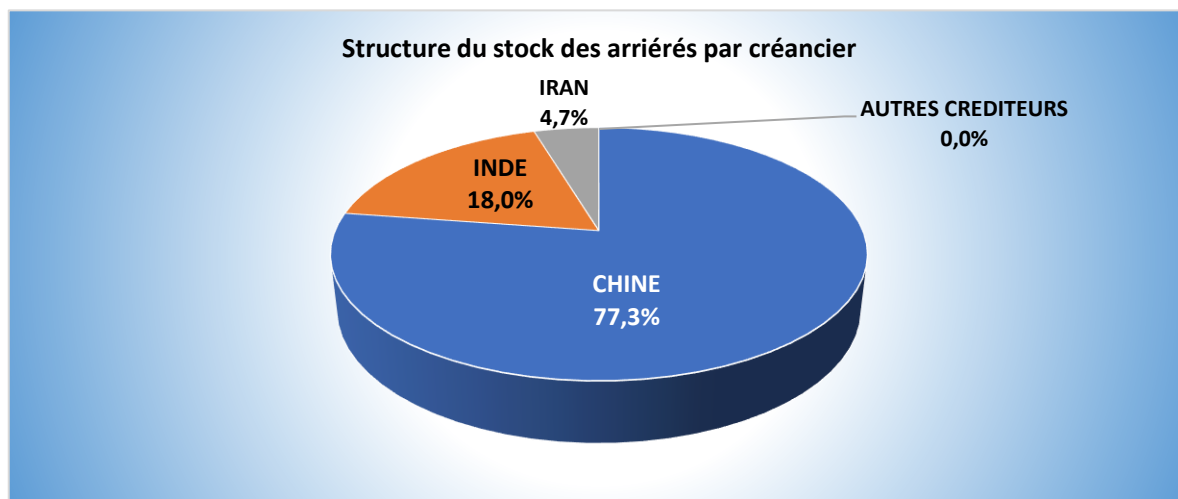
III. Le service de la dette extérieure directe augmente

Le service de la dette mandaté à fin mars 2022 s'élève à 5,626 milliards FDJ soit une hausse significative de 682% en g.a. Cette échéance se compose de 3,531 milliards FDJ en principal et 2,095 milliards FDJ en intérêts. Sur ce montant, l'Etat a réglé 1,275 milliards de FDJ soit 23% de dettes mandatées. Un paiement de 553 millions FDJ sur le stock d'arriérés a aussi été effectué.

	Service de la Dette mandatée (1)	Paiement sur mandatement (2)	Paiement sur arriérés (3)	Total paiements à fin mars (2) +(3)	Taux de paiement dette mandatée à fin mars (2)/(1)
Montants (Milliards FDJ)	5,626	1,275	0,553	1,828	22,66%

Le stock d'arriérés de la dette extérieure directe se chiffre à 17,955 milliards FDJ à fin mars 2022 contre 14,158 milliards FDJ à la même période de l'année 2021. Ces dettes correspondent à des échéances non réglées envers les principaux créiteurs que sont l'EXIM BANK CHINE, L'EXIM BANK INDE et l'IRAN.

	CHINE	INDE	IRAN	AUTRES CREDITEURS	Total
Montants (Milliards FDJ)	13,884	3,233	0,837	0,001	17,955



IV. Situation monétaire : la masse monétaire et les avoirs extérieurs en baisse et les crédits intérieurs en progression

Au premier trimestre 2022, la masse monétaire s'est établie à 456 799 millions FDJ en baisse de 4% et 4,5% respectivement en g.a et en variation trimestrielle. En rythme annuel, la composante monnaie recule de 6% alors que la composante quasi monnaie augmente de 8,4%. En variation trimestrielle, les deux composantes sont en régression de 4,6% (monnaie) et 4,2% (quasi-monnaie).

Les avoirs extérieurs nets totalisent 327 077 millions FDJ dont 93 263 millions FDJ détenus par les autorités monétaires et 233 814 millions FDJ par les banques commerciales. Au premier trimestre 2022, ces avoirs ressortent à la baisse de 11% et 6% respectivement en g.a et en variation trimestrielle. Par rapport au niveau de décembre 2021, la baisse des avoirs extérieurs nets est plus tirée par ceux des banques commerciales qui se sont contractés de 8% contre 0,65% pour les avoirs des autorités monétaires. En glissement annuel, les deux composantes sont en recul de 11%.

Les crédits intérieurs ont progressé de 10,5% en g.a. à 190 470 millions FDJ avec une augmentation du crédit à l'économie (+7,6%) à 173 141 millions FDJ et du crédit à l'Etat (+51%) à 17 329 millions FDJ. En variation trimestrielle, les crédits intérieurs sont en accroissement de 5% et portés par les crédits à l'économie notamment ceux accordés au secteur privé (+14,7%) tandis que les crédits à l'Etat régressent de 10%.

Direction de l'Economie et du Plan
Immeuble Sarian, BP : 2535
Tél : +253 21352801/21351559
Fax : +253 21352802
www.directioneconomie-djibouti.com